



COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS



**AFFAIRE LIGUE DU MONDE ISLAMIQUE ET
ORGANISATION ISLAMIQUE MONDIALE DU SECOURS
ISLAMIQUE c. FRANCE**

(Requêtes n^{os} 36497/05 et 37172/05)



Cet arrêt deviendra définitif dans les conditions définies à l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Ligue du monde islamique et Organisation islamique mondiale du secours islamique c. France,

■

Président,

M

E

K

R

M

Juges,

Meffière de section,

■

■

PROCÉDURE

■

■

■

■

■

EN FAIT

■

Bot al Orouba ■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■



Article 29 alinéa premier

« Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés, mais dont l'identification est rendue possible par les termes des discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés. »

Article 53

« La citation précisera et qualifiera le fait incriminé, elle indiquera le texte de loi applicable à la poursuite.

Si la citation est à la requête du plaignant, elle contiendra élection de domicile dans la ville où siège la juridiction saisie et sera notifiée tant au prévenu qu'au ministère public.

Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité de la poursuite. »

Article 65 alinéa premier

« L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi se prescriront après trois mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis ou du jour du dernier acte d'instruction ou de poursuite s'il en a été fait. »



Article 2

« Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 5. »

Article 5

« Toute association qui voudra obtenir la capacité juridique prévue par l'article 6 devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs.

La déclaration préalable en sera faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association aura son siège social. Elle fera

connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établissements et les noms, professions et domiciles et nationalités de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Deux exemplaires des statuts seront joints à la déclaration. Il sera donné récépissé de celle-ci dans le délai de cinq jours.

Lorsque l'association aura son siège social à l'étranger, la déclaration préalable prévue à l'alinéa précédent sera faite à la préfecture du département où est situé le siège de son principal établissement.

L'association n'est rendue publique que par une insertion au Journal officiel, sur production de ce récépissé (...) »

Article 6

« Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice (...) »




« (...) est recevable une action en justice exercée en France par des associations étrangères même si celle-ci n'ont pas fait l'objet d'une déclaration préalable en préfecture, dès lors que ces actions ne constituent pas l'exercice d'une activité permanente mais seulement l'accomplissement en France d'un acte isolé. »




« Attendu que selon les dispositions combinées des articles 6.1 et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et des articles 1 et 5 de son premier protocole additionnel, toute personne morale, quelle que soit sa nationalité, a droit au respect de ses biens et à ce que sa cause soit entendue par un Tribunal indépendant et impartial ; que ces dispositions ont, en vertu de l'article 55 de la Constitution, une valeur supérieure à la loi interne du 30 mai 1857 ;

Attendu qu'il appert des énonciations de l'arrêt attaqué que pour déclarer la société E.A., établissement de droit liechtensteinois, irrecevable en sa constitution de partie civile, la cour d'appel relève que la loi du 30 mai 1857, en son article 1^{er}, confère aux sociétés de capitaux belges le droit d'ester en justice en France et, en son article 2, étend à tous autres pays le bénéfice de cette disposition en le subordonnant à la promulgation d'un décret ; que les juges constatent que si « la personnalité juridique » a été ainsi accordée à diverses sociétés originaires de pays bien déterminés, soit par décrets collectifs, soit par traités internationaux, la principauté du Liechtenstein n'est visée par aucun des décrets prévus à l'article 2 précité, ni par aucune convention diplomatique conclue à cet effet ; que dès lors, selon les juges, même si elle lui est acquise par sa loi nationale, la personnalité juridique n'est pas reconnue en France à la société de capitaux liechtensteinois E.A.; que celle-ci n'a donc pas la capacité d'ester en justice en France ;

Mais attendu qu'en l'état de ces motifs, et alors que toute personne morale étrangère, qui se prétend victime d'une infraction, est habilitée à se constituer partie civile,

ARRÊT LIGUE DU MONDE ISLAMIQUE ET
ORGANISATION ISLAMIQUE MONDIALE DU SECOURS ISLAMIQUE c. FRANCE

devant une juridiction française, dans les conditions prévues par l'article 2 du Code de procédure pénale, la cour d'appel a méconnu le principe sus-énoncé ;

Que la cassation est dès lors encourue de ce chef (...) »

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Article 1

« La présente Convention s'applique aux associations, fondations et autres institutions privées (ci-après dénommées ONG) qui remplissent les conditions suivantes:

- a. avoir un but non lucratif d'utilité internationale;
- b avoir été créées par un acte relevant du droit interne d'une Partie;
- c exercer une activité effective dans au moins deux Etats; et
- d avoir leur siège statutaire sur le territoire d'une Partie et leur siège réel sur le territoire de cette Partie ou d'une autre Partie. »

Article 2

« 1. La personnalité et la capacité juridiques d'une ONG telles qu'elles sont acquises dans la Partie dans laquelle elle a son siège statutaire sont reconnues de plein droit dans les autres Parties.

2. Lorsqu'elles sont dictées par un intérêt public essentiel, les restrictions, limitations ou procédures spéciales prévues pour l'exercice des droits découlant de la capacité juridique par la législation de la Partie dans laquelle la reconnaissance a lieu, sont applicables aux ONG établies dans une autre Partie. »

EN DROIT

[REDACTED]

[REDACTED]

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement (...) par un tribunal (...), qui décidera (...) des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil (...) »

A. Sur la recevabilité

Autone materiae
Vidiropoulos et autres c. Grèce, *Recueil des arrêts et décisions*, *Forzelik et autres c. Pologne*

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

B. Sur le fond

1. Thèses des parties

[REDACTED]
[REDACTED]
posteriori [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

2. Appréciation de la Cour

[REDACTED] *Tejedor García c. Espagne*, *Recueil des arrêts et décisions* [REDACTED]
(*Brumărescu c. Roumanie*)
[REDACTED] *García Manibardo c. Espagne*, *Mortier c. France*
[REDACTED] *Eglise catholique de la Canée c. Grèce*, *Recueil des arrêts et décisions* [REDACTED] *Les Saints Monastères c. Grèce*
[REDACTED] *Cantoni c. France*, *Recueil des arrêts et décisions* [REDACTED] *Voëme et autres c. Belgique*
[REDACTED] *L.K. c. Turquie*
[REDACTED]
[REDACTED] *Kokkinakis*, *Cantoni*
[REDACTED] *Cantoni*,
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

█

█

« La jouissance des droits et libertés reconnus dans la (...) Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. »

█

█

█

█

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

█ *Sot al Orouba* █

█

█

B. Frais et dépens

█

█

█ *Entreprises Robert Delbrassine S.A. et autres c. Belgique*, █
Bottazzi c. Italie █

C. Intérêts moratoires

█

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

Joint au fond █ *rejette*;

Déclare █

Dit

Dit

Dit

Dit

[Redacted]
[Redacted]

Rejette

[Redacted]

[Redacted]
[Redacted]

[Redacted]
[Redacted]